De jour en jour



Lundi, métro Porte de Clignancourt. Les couloirs de la routine salariée portent la vague pressée vers la sortie. Les barrages d'uniformes verts venus chasser le fraudeur ne sortent presque plus de l'ordinaire. Mais cette fois, ces chiens sont surtout là pour livrer les sans-papiers aux keufs, sous le regard froid des passants.

Mercredi, un bar de la rue de Tanger où les uns jouent aux dominos, les autres fuient leur ennui. Soudain, alors que la rue s'agite plus que d'habitude, la porte se referme derrière une poignée de civils. Le petit crème vire à l'amer. Le contrôle d'identité de tout le quartier Stalingrad, qui s'étend jusque dans les bars, est la première étape vers de nouvelles déportations.

Vendredi, place de Belleville. Les rafles fréquentes ont provoqué petit à petit la présence de plusieurs habitants du quartier lassés de cette pression. Ils ralentissent au moins la sale besogne des chiens de garde républicains et les obligent souvent à écourter leurs interventions.

Dimanche, métro Quai de la Gare. Les cars bleus blancs rouges sont une nouvelle fois alignés en attendant de se remplir. Les habitants des foyers africains du coin constituent le gibier de prédilection de tous les petits Eichmann venus remplir les carnets de commande du ministre de l'Intérieur. Mais cette fois ci, le mot tourne vite, les premiers concernés se rassemblent spontanément, invectivent et menacent. Les flics restent bredouilles et les cars repartent à vide.

Des fouilles à corps en pleine rue en matraques de proximité, de Vichypirate dans les gares en descentes dans les jardins publics, de civils à l'affût en rafles dans les quartiers populaires, le bleu se lâche sans vergogne. Ce même terrorisme d'Etat s'applique à l'échelle de la planète, de bombardements humanitaires en déportations démocratiques, de ravages écologiques au nom du progrès en terreur économique. Tous contre tous et la peur pour chacun, continuer de suer pour un patron, fermer sa gueule. Contre ceux qui bronchent ou sont tout simplement *indésirables,* la milice étatique garantit les profits.

Et pourtant, certains ont pratiqué en novembre 2005 une critique généralisée de l'urbanisme concentrationnaire. Et pourtant, le feu et la rage ont parfois illuminé le mouvement anti-CPE. Et pourtant, des interpellations tournent régulièrement au vinaigre pour une flicaille qui chiale ensuite ses jours d'ITT.

Ce qui dégoûte le coeur, que la main s'y attaque. Les rafles et les expulsions ne peuvent fonctionner qu'avec des Bouygues qui construisent prisons et centres de rétention, des BNP qui balancent des sans-papiers venus ouvrir un compte, des Croix-Rouge qui cogèrent les camps de rétention, des hôtels Ibis ou Mercure qui s'engraissent en se transformant en «zone d'attente», des Air France qui déportent ou la RATP qui fait le tri pour la Préfecture.

Les mauvais jours finiront

CONTRE LES RAFLES, OCCUPONS-NOUS DES ROUAGES QUI LEUR PERMETTENT DE FONCTIONNER